

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Régionales :

Echos de campagne (II)

- Politique -

Date de mise en ligne : mercredi 10 mars 2010

Démocratie & Socialisme

La revue Démocratie & socialisme n°173 (mars 2010) a publié de nouveaux articles sur la campagne dans les régions. Une campagne de terrain qui ne ressemble pas à l'image que certains médias veulent lui donner à travers les « affaires ». En voici quelques exemples.

Rhône-Alpes :

Des Régions à gauche pour donner de l'espoir à la jeunesse

On ne le répètera jamais assez mais la jeunesse est l'avenir de notre pays. Nous devons lui donner les moyens de ses ambitions face à une droite qui la bâillonne, la martyrise, la punit... Comme le disait si bien François Mitterrand « Si la jeunesse n'a pas toujours raison, la société qui la méconnaît et qui la frappe a toujours tort. ». La plupart des politiques éducatives se sont cassées les dents et n'arrivent pas à éviter que des dizaines de milliers de jeunes quittent chaque année le système scolaire sans aucun diplôme. Il ne faut pas avoir fait Sciences Po pour analyser que plus le niveau de qualification du jeune est élevé plus celui-ci voit s'éloigner le spectre du chômage. Les Régions doivent prendre les mesures de cet échec en proposant des solutions efficaces.

Depuis 2004, la Région Rhône-Alpes a ouvert le chemin en investissant considérablement dans les lycées : près d'1 milliard d'euros durant la mandature, le soutien à 116 établissements engagé dans le plan de lutte contre le décrochage scolaire, une charte régionale de lutte contre la discrimination et l'extension de la carte M'RA (tarifs privilégiés pour la culture et le sport) avec 300 000 titulaires qui peuvent en bénéficier. Poursuivons dans ce sens en nous attaquant directement à la racine du problème et non pas en proposant uniquement des solutions une fois que le jeune est en échec. Et on se rend compte que l'échec scolaire a comme principal déterminant l'identité sociale de l'individu. Ce n'est pas un hasard si un fils d'ouvrier a 3 fois moins de chances de devenir cadre qu'un fils de cadre. Ce n'est pas pour rien si un jeune avec des ressources limitées ne peut se payer des heures de soutien, des livres et des fournitures scolaires de qualité.

Aujourd'hui, il faut s'attaquer à un phénomène nouveau, peu connu, et jusque là réservé aux étudiants : la question du salariat lycéen. De plus en plus de lycéens sont obligés de se salarier pour payer leur licence de sport, leur permis de conduire, leur scooter (avec l'essence), leurs places de cinéma, le forfait du portable, etc... Bien sûr ce sont en grande majorité des élèves des classes terminales qui font des petits boulots : serveurs, baby-sitting, équipier au McDonald's... alors qu'en même temps ils doivent réussir leur baccalauréat. Par leur travail, les lycéens viennent combler les manques de revenus de leurs parents qui ne peuvent plus assurer financièrement une éducation qui coûte chaque année plus chère. Ce phénomène touche 20 à 30% des élèves des classes terminales et peut grimper jusqu'à 50% dans les classes de lycées professionnels, et encore ces chiffres ne sont qu'une moyenne (peu probable qu'il y ait 30% de lycéens de terminale salariés au lycée Henri IV). Etant donné que c'est un problème récent, peu d'études ont été menées. On ne peut donc pas conclure qu'il existe un lien de causalité entre l'échec scolaire et le salariat grandissant des lycéens. Toutefois, nous le savons pour les étudiants : ceux qui travaillent ont un taux d'échec 40% supérieur à la moyenne. Et pour le Conseil Economique et Social dans un avis daté de 2008 : « le système d'aides sociales doit être suffisamment performant pour qu'aucun étudiant ne soit contraint de travailler au-delà de 15 heures par semaine. » Preuve est faite !

Afin d'agir contre les inégalités et l'échec scolaire, la région Rhône-Alpes propose :

- ▶ Un pack autonomie pour les jeunes qui comprend une aide au logement, à la santé (mutuelle) et une aide pour le paiement du permis de conduire grâce à la carte M'RA.

- ▶ La gratuité des fournitures scolaires pour les lycéens et les apprentis.
- ▶ 2000 places supplémentaires en internat.
- ▶ Le « pass contraception » : accès gratuit à une consultation médicale, à tous les modes de contraception et si nécessaire à des analyses médicales sous l'égide d'un médecin ou d'une infirmière scolaire.
- ▶ Attribution de 20 000 ultra portables dans le cadre des dotations aux lycées et aux centres d'apprentissage.
- ▶ Le « Pass orientation emploi » pour aider les jeunes dans la recherche de leur premier job.
- ▶ La création d'Espaces Numériques de Travail afin que tous les jeunes ou apprentis puissent avoir accès à Internet et aux derniers outils numériques.

Ce sont ces propositions et cette volonté forte de lutter contre le décrochage scolaire qui m'ont poussé à être présent sur la liste de rassemblement de Jean-Jack Queyranne. Dans tous les départements de Rhône Alpes, nous devons avoir un projet : celui de contribuer à la réussite des jeunes.

Johann Cesa

Champagne-Ardenne

Martine Aubry à Ay (Marne)

Alors que les derniers sondages donnent la liste de rassemblement de la gauche conduite par Jean Paul BACHY gagnante en Région Champagne-Ardenne, les initiatives se développent. Parmi celles-ci, la venue de Martine Aubry le 22 février à Ay pour soutenir les salariés de l'entreprise PTPM, Sodimatex du groupe Trèves qui ont bénéficié de fonds publics et des salariés de Plysorol d'Épernay qui ont appris leur délocalisation. Rencontre avec les salariés devant l'entreprise PTPM en présence de JP Bachy et de nombreux colistiers, puis débat avec les syndicats dans la salle municipale, conférence de presse sur la politique industrielle et les propositions du PS et en fin de journée rencontre avec les militants et sympathisants socialistes à Reims.

Gérard Berthiot

Région Midi Pyrénées :

Des propositions pour en faveur des femmes.

Dans le programme de Martin Malvy, trois propositions en faveur des femmes et de l'égalité femmes/hommes doivent retenir notre attention et montre une fois de plus que devant les carences de l'état la Région Midi Pyrénées est le rempart contre les politiques antisociales de la droite.

Le PASS Contraception

Il s'agit d'un chéquier distribué à toutes les lycéennes leur permettant d'avoir accès librement et gratuitement à la consultation médicale et à la contraception par l'intermédiaire des infirmières scolaires. Tous les actes nécessaires à la prescription d'un anticonceptionnel, tel que la pilule par exemple (première consultation, analyse de sang, seconde consultation, délivrance de la pilule) sont pris en charge par la Région.

A première vue et sans réfléchir, on pourrait se dire : « Quelle utilité d'un tel dispositif, plus de 40 ans après l'autorisation par la loi NEUWIRTH (1967) de la fabrication et la délivrance de contraceptifs sur ordonnance ? Quid de la loi du 4 décembre 1974 instaurant la gratuité et l'anonymat de la contraception dans les centres de planification pour les mineures ?

Or les chiffres sont alertant, le rapport Uzan confirme la grande vulnérabilité des adolescentes puisqu'il estime à près de 10000 le nombre de grossesses non désirées, chaque année, chez les très jeunes femmes.

L'Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé a montré en 2007 que le manque d'information empêche les femmes de recourir à l'utilisation de certaines méthodes contraceptives. Il souligne également des carences en matière de prévention des grossesses précoces. Les deux tiers des élèves de troisième pensent par exemple qu'il n'est pas possible de tomber enceinte lors du premier rapport sexuel.

La loi de 2001 sur la contraception autorise les jeunes filles mineures à bénéficier d'une contraception sans autorisation parentale.

Le rapport de l'IGAS qui vient d'être remis à la Ministre de la santé souligne précisément les faiblesses et les régressions de la politique de contraception menée en France depuis la loi Veil de 1975. Ce rapport préconise l'inscription de la contraception et de l'accès à l'IVG dans les plans régionaux de santé publique.

Le Sport au féminin

Plusieurs études récentes montrent que les sports « masculins » reçoivent environ 75% des subventions totales allouées. Cette inégalité est de taille. Elle souligne aussi une réalité culturelle : les petits garçons au rugby et au foot tous deux sports collectifs, les filles à la danse, au hand ball à l'adolescence, à la musique pour certaines.

Ces apprentissages sportifs créent des différences importantes tout au long de la vie. L'une d'elle doit retenir notre attention. « Des déterminants économiques, sociaux, politiques et culturels puissants influent sur la façon dont les femmes vieillissent et ils ont des conséquences profondes sur la santé et la qualité de la vie, et sur les coûts qui en résultent pour les systèmes de soins de santé ». Les femmes vivent en moyenne six à huit ans de plus que les hommes, mais les femmes âgées sont plus exposées aux altérations fonctionnelles que les hommes. Une forme de prévention consisterait à promouvoir dès l'enfance une pratique sportive régulière.

Un observatoire de la parité

On est toujours étonné de voir l'abîme qui existe entre l'arsenal de lois très complet en France sur l'égalité professionnelle et la réalité du terrain (écarts de salaires, accès à la retraite plus tardif, responsabilité peu élevée...).

Le Conseil régional Midi-Pyrénées par le biais de sa mission égalité a fait émerger une dynamique de « partenariat institutionnel » autour de l'égalité (professionnelle). Les actions suivantes ont été menées : (- Mise en place d'un Conseil de l'égalité avec l'adaptation des outils de (gestion, la production de statistiques sexuées,

- ▶ Attribution d'un prix de l'égalité professionnelle,
- ▶ Mise en oeuvre de la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale avec mise en place d'actions spécifiques dans les stages de formation.

(Aujourd'hui la liste de Martin Malvy propose la Création d'un Observatoire Régional de la Parité.

Aquitaine

La campagne socialiste pour une région innovante, solidaire et écologique

La liste conduite par Alain Rousset, président sortant du Conseil régional, est représentative des courants qui composent le PS en Aquitaine. Elle sera en concurrence avec celles d'Aquitaine Ecologie et du Front de Gauche, avec la perspective d'une liste commune à ces trois lors du second tour, avec aussi celles du NPA et de LO et celles de l'UMP, du MoDem et du Front National.

La liste PS-PRG propose 3 contrats et 30 priorités.

Une politique pour l'emploi et l'innovation

L'Aquitaine a un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale, mais elle continuera à investir en faveur de l'emploi avec le 1er budget « recherche et innovation » de France.

Pour accompagner les salariés victimes de licenciement ou menacés, 10 000 « contrats de continuité professionnelles » seront créés. Une formation rémunérée concerne chaque année 5 000 jeunes de moins de 25 ans.

Une politique d'amélioration des services publics : lycées , formation professionnelle, TER

Les TER seront gratuits pour les demandeurs d'emploi et les bénéficiaires de minima sociaux et coûteront 1 Euro par trajet domicile-travail dans le cadre des plans de déplacement des entreprises. Etudiants, lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle bénéficieront de tarifs réduits. L'augmentation de la fréquence des rames et 30% de dessertes en plus amélioreront l'équilibre territorial en favorisant les interconnexions entre espaces ruraux et urbains.

Des maisons de santé pluridisciplinaires seront créées pour lutter contre la désertification médicale.

Un engagement climat-environnement.

L'Aquitaine s'engage réduire de 30 % son empreinte carbone d'ici 2020. Terre des eaux mêlées, elle va lancer un plan pour devenir 1ère région pour la qualité de ses eaux. Elle lance une politique foncière régionale pour protéger les forêts (replanter celles dévastées par la tempête Klaus), les espaces naturels remarquables tout en luttant contre la spéculation foncière et l'étalement urbain. Elle va enfin recréer des ceintures maraîchères autour des agglomérations, développer les circuits courts et aider les agriculteurs à atteindre 20 % d'agriculture biologique.

Anne Bernard, candidate aux régionales en Aquitaine, deuxième sur la liste socialiste des Pyrénées-Atlantiques